

Le soleil et le vent feront l'électricité en Allemagne

(Reporterre) [Violette Bonnebas](#) le 25 novembre 2021

https://reporterre.net/Le-soleil-et-le-vent-feront-l-electricite-en-Allemagne?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=nl_hebdo

La nouvelle coalition allemande a défini la politique énergétique du pays. L'éolien et le solaire représenteront 80 % de la production d'électricité en 2030. Et la neutralité carbone est visée en 2045.

C'était une promesse des Verts allemands durant la campagne électorale. La [sortie du charbon](#), initialement prévue en 2038, sera avancée à 2030, selon le [contrat de coalition](#) présenté mercredi 24 novembre par les futurs dirigeants outre-Rhin : les sociaux-démocrates du SPD [1], les libéraux démocrates du FDP [2] et l'Alliance 90/Les Verts (Grünen/Bündnis 90').

Fruit d'un difficile compromis, le texte précise que la sortie du charbon interviendra « *idéalement* » en 2030 et qu'elle sera conditionnée à ce que « *la sécurité de l'approvisionnement* » en énergie soit « *garantie* » et les « *difficultés sociales des travailleurs* » du secteur minier soient « *atténuées* ».

La formulation est prudente. L'objectif paraît cependant « *réaliste* » aux yeux du journaliste spécialisé Malte Kreuzfeldt : en parallèle, la coalition s'engage en effet à ce que le prix de la tonne de CO₂ ne descende pas sous la barre des 60 euros, ce qui aura pour effet de rendre l'exploitation du charbon non rentable pour les énergéticiens. Le contrat prévoit également de sauver cinq villages rhénans menacés de destruction par l'agrandissement de la mine de lignite de Garzweiler, près de Cologne. En 2020, le charbon représentait encore 24 % du mix électrique allemand.

« *Notre façon de faire, ce n'est pas de fixer des objectifs climatiques toujours plus grands mais de prendre des mesures concrètes*, a expliqué en conférence de presse Robert Habeck, le coprésident des Grünen (Les Verts). *C'est comme cela que nous arriverons à respecter la trajectoire de l'Accord de Paris de ne pas dépasser 1,5 °C de réchauffement planétaire.* »

Le choix du 100 % en énergies renouvelables - à terme...

Pour compenser la fin du charbon, les trois partis ont exclu de relancer le nucléaire, une énergie jugée dangereuse et coûteuse outre-Rhin. Les dernières centrales nucléaires du pays fermeront définitivement l'an prochain, selon le calendrier prévu.

SPD, Verts et FDP préfèrent miser sur le duo solaire/éolien : d'ici 2030, 80 % de la consommation d'électricité « *devra être couverte* » par les énergies renouvelables, contre 45 % en 2020. Pour mener à bien ce gigantesque défi, les infrastructures seront classées d'« *utilité publique* » pour être prioritaires sur d'autres chantiers et les procédures administratives seront simplifiées. 2 % de la surface du territoire seront dédiés à l'éolien. « *Toutes les surfaces de toitures appropriées doivent à l'avenir être utilisées pour l'énergie solaire*, ajoute le texte. *Cela sera obligatoire pour les nouvelles constructions commerciales et deviendra la règle pour les nouvelles constructions privées.* » L'électricité photovoltaïque devrait ainsi représenter 200 GW en 2030, tandis que l'éolien marin aura une capacité de 30 GW en 2030 et de 40 GW en 2035.

L'Allemagne avance ainsi son objectif de neutralité carbone : il est désormais fixé à 2045, soit cinq ans plus tôt que la France et l'Union européenne. Pour assurer la transition vers le 100 % renouvelable, la coalition mise principalement sur le gaz naturel, importé de Russie, de Norvège et des Pays-Bas. « *Le gaz est une énergie de transition dont on ne peut pas se passer* », écrivent les coalitionnaires, précisant qu'il doit permettre « *de garantir la sécurité de l'approvisionnement* » jusqu'à ce que les énergies renouvelables seules soient capables de le faire.

Le sujet a été intensément débattu entre les trois partis, l'exploitation du gaz naturel étant elle-même émettrice de gaz à effets de serre — certes en moindre proportion que le charbon. Les Verts n'ont finalement pas réussi à imposer de fixer une date de sortie du gaz. Les centrales à gaz devront toutefois pouvoir être converties à l'hydrogène.

La proposition écologiste d'interdire les chaudières à gaz dans les nouveaux logements et le remplacement de toutes les vieilles chaudières d'ici 2035 n'a pas non plus été acceptée par le SPD et le FDP, qui jugeaient la mesure trop ambitieuse : près d'un foyer allemand sur deux se chauffe au gaz. À la place, ils ont obtenu qu'à partir de 2025, les nouvelles chaudières devront fonctionner avec 65 % d'énergies renouvelables minimum.

Les annonces allemandes étaient très attendues, alors que la première économie d'Europe est le sixième plus gros émetteur de gaz à effet de serre du monde, en raison de sa forte dépendance aux énergies fossiles et du poids de son industrie, très polluante. Mais l'accueil est mitigé du côté des militants pour le climat. Si la branche allemande de Fridays for Future salue la sortie du charbon en 2030, elle juge que les « *promesses actuelles ne permettent pas d'atteindre l'objectif de 1,5 °C.* » « *C'est un scandale que la taxe carbone ne soit pas augmentée* », poursuit le mouvement dans un communiqué. Pour Greenpeace Allemagne, le contrat de coalition n'est pas suffisamment précis : « *Les mesures annoncées dans l'accord de coalition vont dans la bonne direction. Mais il va falloir présenter des mesures concrètes avec des objectifs contraignants dans tous les secteurs.* »

L'accord vise d'ailleurs d'autres domaines, comme l'agriculture, avec un objectif de passer à 30 % de surfaces agricoles en bio en 2030. Autre but : réduire l'artificialisation des sols à 30 ha/jour.

Le coprésident des Verts va devenir ministre de l'Économie et du Climat

Ce contrat de coalition, long de 177 pages, est le fruit de huit semaines de négociations intenses entre SPD, Verts et FDP. L'alliance de deux partis de centre gauche avec un parti de droite libérale n'avait rien d'une évidence. L'écriture d'un programme gouvernemental commun, même s'il ne s'agit que des grandes lignes, n'a pas été un long fleuve tranquille. Les Verts, en particulier, se sont sentis négligés, avec l'impression d'être « *les seuls à se sentir responsables du climat* ». « *Sur le papier, le climat est encore loin d'être sauvé*, alertait mi-novembre Robert Habeck, le coprésident des Verts. *Or, si nous ne réussissons pas sur ce point, les négociations en vue de former une coalition seront un échec.* »

Jusqu'au bout, la question climatique est restée la plus controversée au sein de la nouvelle coalition, qui s'est réunie jusqu'à 2 heures du matin mercredi 24 novembre pour boucler l'accord et la répartition des ministères. Ainsi, Robert Habeck pilotera lui-même la transition énergétique en devenant vice-chancelier, ministre de l'Économie et du Climat. Les Verts décrochent quatre autres portefeuilles ministériels : les Affaires étrangères, avec la candidate malheureuse à la chancellerie Annalena Baerbock ; l'Agriculture, l'Environnement et la Protection des consommateurs, ainsi que la Famille.

« Le climat est encore loin d'être sauvé. »

Ils n'ont en revanche pas réussi à obtenir le ministère des Transports, qui revient aux libéraux démocrates. Le parti proche des milieux économiques récupère également la Justice ainsi que l'Éducation et la Recherche. Surtout, son président, Christian Lindner, tiendra les cordons de la bourse du nouveau gouvernement avec le poste de ministère des Finances — un poste clé confié à un chantre de la rigueur budgétaire, qui aura notamment la charge de financer la transition énergétique.

Enfin, le futur chancelier, Olaf Scholz, est un social-démocrate. Son camp, vainqueur des élections fédérales du 26 septembre dernier, occupera les fauteuils de l'Intérieur, la Défense, le Logement, le Travail, la Santé et la Coopération économique.

C'est un nouveau chapitre de la politique allemande qui s'ouvre, après les seize années au pouvoir de la chancelière conservatrice Angela Merkel. Outre l'accélération de la transition énergétique, de nombreuses réformes sont attendues tous azimuts : droit de vote à 16 ans, légalisation du cannabis, salaire minimum à 12 euros, construction de 100 000 logements sociaux par an, introduction de la retraite à actions ou encore accès facilité à la nationalité allemande.

Avant de pouvoir appliquer leur programme, sociaux-démocrates, libéraux et écologistes doivent encore obtenir le feu vert de leurs partis respectifs. L'accord doit être validé en congrès par le SPD et le FDP début décembre. Les écologistes, eux, organisent un vote auprès de leurs 120 000 membres. Sauf surprise, le chancelier Olaf Scholz devrait être investi la semaine du 6 décembre, pour une prise de fonction de son nouveau gouvernement avant Noël.